

## Discours au congrès socialiste international d'Amsterdam

(1904)

---

Le discours qu'a prononcé aujourd'hui notre camarade Jaurès est de nature à éveiller la fausse impression que nous ayons, nous, les démocrates-socialistes d'Allemagne, soulevé ce débat.

Ni avant ni après Dresde nous n'y avons songé une minute, c'est une partie de nos camarades français qui ont pensé que, notre résolution de Dresde se prêtait excellemment pour devenir fondamentale pour la tactique de la démocratie socialiste dans tous les pays à régime parlementaire.

Il va de soit que nous sommes décidés à soutenir notre propre résolution, d'autant plus que les causes qui nous ont amenés à la prendre en Allemagne existent dans toute une série de pays, d'autant plus que depuis le congrès de Paris en 1900, on a pu voir qu'en dépit de l'adoption unanime de la résolution Kautsky<sup>1</sup>, cette tendance et ces pratiques avaient persisté, qu'en plus d'un pays elles sont devenues dans la pratique une puissance palpable. C'est pourquoi il est aujourd'hui doublement souhaitable de se prononcer sur ce courant.

Quand on a entendu Jaurès, on ne peut se poser qu'une question : Comment est-il possible qu'il ait pu se trouver dans la commission une majorité pour une résolution pareille ? Il a exposé les faits de manière que les autres nations devraient être formées absolument d'idiots, si elles voulaient voter une telle résolution. Il l'a représentée comme la suppression de toute liberté, de toute pensée indépendante, comme l'oppression de la minorité, bref, comme le plus grand terrorisme des esprits que l'on puisse s'imaginer dans la démocratie socialiste. Or, il est caractéristique que si une partie de nos amis ne s'est pas associée à la lettre complète de la résolution, l'amendement Adler-Vandervelde n'en représente qu'une modification relativement légère, tandis que dans cet amendement tout le reste de l'esprit et de la teneur de notre résolution est maintenu.

Rien qu'à ce point de vue, toute la critique de Jaurès est infirmée dans son fond et dans sa portée. Jaurès dit que la résolution ne convenait qu'à la monarchique Allemagne. Certes, l'Allemagne n'est pas seulement une monarchie, mais presque deux douzaines de monarchies, si bien qu'au compte d'une monarchie, il n'y a pas loin de deux douzaines de surplus. (*Grande hilarité et : Très bien!*). Aussi y a-t-il en Allemagne des conditions réellement extraordinaires. Certes, l'Allemagne est un pays réactionnaire, féodal, policier, le pays d'Europe le plus mal gouverné (nous le savons bien, nous qui avons chaque jour à lutter avec ce régime; nous n'avons pas besoin que personne vienne de l'étranger nous apprendre en quelle misérable condition nous sommes). Mais le fait est que notre résolution peut indiquer aussi avec justesse la tactique qui doit être suivie dans les autres pays. Mes déclarations sur la monarchie et la république ont été reproduites d'une façon inouïe dans la presse bourgeoise. Je les reproduis telles que je les ai faites à la commission.

Il va sans dire que nous sommes républicains, républicains socialistes (*Assentiment..*). C'est une des plus graves accusations portées contre nous en tous temps jusqu'aujourd'hui par le comte Bülow, le prince Bismarck et toute la réaction allemande. Nous ne l'avons jamais nié, mais nous ne nous exaltons pas pour la république bourgeoise.

Si fort que nous vous envions, à vous Français, votre République et que nous la désirions pour nous, nous ne nous ferons pas cependant casser la tête pour elle : elle n'en vaut pas la peine. (*Tonnerre de bravos*) Monarchie bourgeoise, République bourgeoise, l'une et l'autre sont des Etats de classe; l'une et l'autre sont nécessairement, par leur nature, faites pour le maintien de l'ordre social capitaliste. L'une et l'autre doivent travailler de toutes leurs forces à ce que la bourgeoisie conserve toute la puissance dans la législation. Car, du moment qu'elle perdrait le pouvoir politique, elle perdrait aussi sa situation économique et sociale. La monarchie n'est pas aussi mauvaise, et la République bourgeoise n'est pas rien plus si bonne que vous les faites. (*Vifs applaudissements*) Même dans notre Allemagne de militarisme, de hobereaux, de bourgeoisie, nous avons des institutions qui pour votre République bourgeoise sont encore un idéal. Regardez la législation de l'impôt en Prusse et dans d'autres Etats fédérés et regardez-la en France. Je ne connais pas de pays en Europe qui ait un système d'impôts aussi misérable, aussi réactionnaire, aussi exploiteur que la France. En face de ce système de succion, avec un budget de trois milliards et demi de francs, nous avons au moins l'impôt progressif sur le revenu et la fortune.

Et quand il s'agit de réaliser les revendications de la classe ouvrière, la République bourgeoise elle-même déploie toutes ses forces contre les travailleurs. Où les travailleurs pourraient-ils être traités de façon plus brutale, plus cynique et plus vile que dans la grande République bourgeoise d'au-delà l'océan, qui est l'idéal de tant de gens ? Même en Suisse, une République de beaucoup plus démocratique que n'est votre France, rien que dans ce court été, les milices ont été six fois convoquées contre les ouvriers, qui faisaient usage de leur droit de coalition et d'association, même dans de toutes petites grèves.

Je vous envie votre République particulièrement pour le suffrage universel appliqué à tous les corps élus. Mais je vous le dis sans mystère : Si nous avions le droit de suffrage dans la même extension et avec la même liberté que vous, nous vous aurions fait voir tout autre chose (*Vifs applaudissements*) que vous ne nous avez fait voir jusqu'ici (*Nouveaux applaudissements*). Mais lorsque chez vous, ouvriers et patrons viennent en conflit, c'est d'une façon odieuse qu'on procède contre les prolétaires français. Qu'est-ce aujourd'hui que l'armée sinon le meilleur des instruments de la domination de classe ? Il n'y a pas eu de lutte un peu importante dans ces quatre dernières années, ni à Lille, ni à Roubaix, ni à Marseille, ni à Brest, ni à la Martinique, ni tout récemment encore en Normandie contre des grévistes verriers (*Vifs applaudissements*), où le ministre Waldeck-Rousseau-Millerand, où le ministre Combes, n'ait fait donner l'armée contre les travailleurs. En novembre dernier, la police a envahi de la manière la plus honteuse et la plus violente la Bourse du Travail de Paris ; elle a blessé, elle a frappé soixante-dix ouvriers. Et à cette occasion, il y a une partie de nos amis socialistes à la Chambre qui n'ont pas voté pour que le préfet de police fût puni (*Nombreuses réprobations*). Jaurès nous a donné une leçon sur ce que nous devrions faire. Pour maintenant, je ne réponds qu'une chose : si en Allemagne quelqu'un s'avisait de voter un ordre du jour en faveur du gouvernement, qui abandonnât les intérêts les plus considérables du prolétariat, le lendemain il perdrait son mandat (*Vif assentiment*), il ne pourrait pas rester une heure représentant du peuple ; nous sommes trop disciplinés pour cela.

Jaurès dit que la résolution de Dresde trahit un esprit d'incertitude, de doute. Je suis surpris au plus haut point, qu'un homme aussi cultivé et aussi au courant de l'histoire que le camarade Jaurès puisse faire un tel quiproquo à l'égard de la résolution de Dresde et de la démocratie socialiste allemande. Nous avons assurément en Allemagne le pire des gouvernements, en dehors de la Turquie et de la Russie; néanmoins nous avons, par le suffrage universel pour le Reichstag et les droits électoraux adultérés dans les divers Etats, envoyé un assez grand nombre de représentants dans les corps législatifs de l'Allemagne. Y a-t-il jusqu'ici une réforme qu'ils aient repoussée ? Y a-t-il un progrès qu'ils n'aient pas soutenu ? Tout au contraire. Si nous avons, en Allemagne, un peu de progrès politique et social, nous pouvons, nous autres socialistes, le mettre exclusivement à notre compte (*Bravo*). Voilà ce que nous pouvons opposer aux attaques de notre ami Jaurès, appuyés sur l'autorité de notre ennemi Bismarck. (*Applaudissements*). Ce n'est que par nous qu'ils ont été poussés, à coups de fouet, à faire des réformes. Et la démocratie socialiste est assez large d'esprit pour accepter de ses adversaires toutes les concessions qu'elle leur a arrachées, quand elles nous offrent réellement quelque progrès, pour appuyer aujourd'hui le gouvernement, demain les partis libéraux, après-demain le centre qui rivalise avec nous pour enlever les suffrages ouvriers. Mais l'heure d'après, nous les combattons tous, hommes du centre et du gouvernement et libéraux, comme nos ennemis permanents. L'abîme sans fond qui nous sépare du gouvernement comme des partis bourgeois n'est pas oublié une minute.

Et en Angleterre, le gouvernement ne persiste aussi dans les réformes que parce qu'il veut empêcher l'essor d'un puissant mouvement socialiste. La bourgeoisie de l'Angleterre est la plus habile du monde (*Ecoutez ! Ecoutez ! dans la délégation anglaise*). Si, l'année prochaine, aux élections générales, le libéralisme anglais est victorieux, il fera de nouveau de l'un de vous, peut-être de John Burns, un sous-secrétaire d'état : non pas pour faire une avance au socialisme, mais pour pouvoir dire qu'il leur assure volontairement ce qu'on refuse à leur lutte sur le continent (*vifs applaudissements dans la délégation anglaise*), pour conserver les voix des travailleurs et se précautionner devant le socialisme (*Tempête d'applaudissements dans la délégation anglaise*).

Voilà les états de service que Jaurès revendique pour lui, grâce à son alliance avec les radicaux bourgeois (*Rires*). Si, dans ces dernières années, en France, la République a été mise en danger - j'admets cela comme un fait - vous avez eu parfaitement raison si vous l'avez sauvée de concert avec ses défenseurs bourgeois. Nous aurions fait de même. Nous ne vous faisons pas non plus un reproche de la lutte contre le cléricalisme. Alliez-vous, si vous êtes trop faibles contre lui tout seul, avec les libéraux; nous la faisons aussi, mais après le combat, nous sommes des étrangers. Et où donc, dans ces dernières années, en Europe, était menacée la Paix universelle, que Jaurès a aussi sauvée ? (*Grande hilarité*). Parler pour la paix universelle nous l'avons fait aussi. Mais, contrairement à nous, vous votez le budget de l'armée et de la marine (*Les jaurésistes : Non !*), le budget colonial (*Les jaurésistes : Non !*), les impôts indirects (*Et vous ?*), les fonds secrets (*Bruit chez les jaurésistes*) et, par là, vous donnez votre appui à tout ce qui peut menacer la paix (*Vifs applaudissements*). Le vote de confiance qui est dans l'approbation du budget, nous ne pouvons pas, nous, le donner à un gouvernement bourgeois (*Vifs applaudissements*).

Jaurès espère encore, de cette collaboration avec les partis bourgeois, l'étatisation des chemins de fer et des mines. Un des points les plus importants de son programme a donc été réalisé par l'Allemagne, gouvernée monarchiquement (*Rires*).

Si nous voulons, en Allemagne, obtenir un progrès de ce genre, nous sommes naturellement amenés aussi à soutenir les partis bourgeois, mais une alliance permanente avec ses éléments, nous la rejetons résolument.

Jaurès croit que, même pour l'Allemagne, la résolution de Dresde n'aura qu'une valeur provisoire. Là, il est, il me semble, un très mauvais prophète. Il m'est absolument impossible d'imaginer une situation où nous n'agirions pas suivant les principes de cette résolution. Aussi n'ai-je jamais entendu d'affirmation plus monstrueuse et plus contraire au bon sens que de dire que la résolution de Dresde nous a été inspirée par l'esprit de doute et d'incertitude. C'est précisément contre les douteurs, contre les incertains, qui veulent nous faire dévier de la vieille tactique éprouvée, qu'elle est dirigée. (*Applaudissements*). Une autre preuve de notre certitude, c'est que nous n'avons jamais pensé à excommunier personne.

Jaurès a encore parlé de l'impuissance politique de la démocratie socialiste allemande. Qu'a-t-il donc attendu de nous après la victoire des trois millions de suffrages ? Devions nous mobiliser les trois millions d'hommes et les amener devant le château royal ? (*Rires*). J'ai dit immédiatement après cette victoire, qui ne m'a pas surpris du tout, que provisoirement elle ne changerait pas grand'chose. Chez nous, ces trois millions ne suffisent pas. Mais laissez-nous avoir quatre et huit millions, et alors nous verrons (*vifs applaudissements*). Ce que nous aurions dû entreprendre actuellement en présence de la majorité bourgeoise de huit millions, je ne le sais réellement pas. Mais de même que jusqu'ici nous n'avons jamais fait un pas en arrière, de même nous marcherons en avant à l'avenir sur le chemin de la résolution de Dresde, et nous serons heureux que les autres fassent comme nous (*Applaudissements*). (Aujourd'hui, nous ne disposons que du poids moral d'une forte minorité. Nous ne pouvons pas demander davantage). Certainement, les propositions de loi qui sont acceptées avec nos voix passent souvent, aux mains du gouvernement, dans la corbeille à papier. Tant mieux pour notre agitation; c'est lorsque des propositions raisonnables et nécessaires ne deviennent pas des lois que nos affaires sont en hausse.

Mais, aussitôt, après notre victoire de trois millions, dit Jaurès, a surgi l'idée de supprimer le suffrage universel, pour le Reichstag. Mais, camarade Jaurès, qu'est-ce que cela veut dire, sinon la peur de la bourgeoisie ? Le grand courant du suffrage universel entoure une petite île; l'eau monte, et les pauvres occupants de l'îlot attendent avec effroi le moment, mathématiquement calculable, où l'eau inondera l'île. Eh ! qu'arrivera-t-il donc en France, si vous avez jamais deux millions de voix ? Votre bourgeoisie regardera-t-elle cela tranquillement ? (*mouvements et rires chez les Jaurésistes*). Attendez un peu !

« Votre impuissance provient de ce que le suffrage universel vous a été octroyé en don. Vous n'avez pas de passé révolutionnaire », dit Jaurès - Mais la bourgeoisie française eut comme aide le prolétariat pour conquérir le droit de suffrage en 1848, et lorsque celui-ci réclama des réformes sociales, il succomba dans la bataille de Juin. Ce n'est pas la vaillance du prolétariat français qui lui a donné la République (*Mouvements parmi les délégués français*), mais la victoire de Bismarck, qui conduisit votre empereur à Wilhemshöhe. Pas de mal à ça (*Grande hilarité*). Et en Allemagne, Bismarck, lorsqu'il donna le suffrage universel, dut se rattacher à la tradition révolutionnaire de 1848-1849. Son calcul, à savoir qu'il pourrait ainsi tenir la bourgeoisie abaissée avec l'aide d'un petit parti socialiste, ne s'est pas trouvé juste : le mérite en revient à la démocratie socialiste allemande.

L'épisode Millerand est maintenant de l'histoire ancienne, mais les fatales querelles qui en sont sorties et dont la démocratie socialiste française souffre tant, persistent encore. Ce trouble des esprits était prédit avec justesse en 1898, par une belle

parole de... Jaurès dans Cosmopolis (*Ecoutez ! écoutez!*) :

Le socialisme ne peut accepter une parcelle du pouvoir, il faut qu'il attende le pouvoir tout entier. Nous pouvons collaborer à des réformes partielles et nous y collaborons en effet; mais un parti qui se propose la réforme totale de la société, la substitution d'un principe de propriété et de vie à un autre principe ne peut accepter que l'intégralité du pouvoir. S'il en a seulement une part, il n'a rien : car cette influence partielle est neutralisée par les principes dominants de la société présente. Les grands intérêts ennemis prennent peur sans qu'on puisse les frapper : l'idéal nouveau n'est point réalisé, mais compromis, et il y a une crise capitaliste dont le socialisme ne sort pas.

Avec quelle vue prophétique, camarade Jaurès, vous avez prévu cette évolution (*Jaurès : 'Vraiment ! - Grande hilarité*). C'est vous même qui vous êtes compromis de la façon la plus grave en soutenant continuellement... Millerand. Ça été le pas le plus fatal de votre vie, le piège le plus dangereux que vous ayez pu tendre au socialisme international (*Vifs applaudissements*). Ce n'est pas le Congrès socialiste international que Millerand a salué en 1900; c'est au plus sanguinaire des despotes d'Europe, au tsar, qu'il est allé faire sa révérence. Et lorsque nous avons voulu aller déposer au Père-Lachaise une couronne en l'honneur des communards assassinés, nous avons été chargés par l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie du ministère Waldeck-Rousseau - on y vit plus d'agents de police que de députés, et l'on fit tout pour rendre impossible l'hommage international aux communards. Ce seul fait aurait suffi pour rendre Millerand impossible à tout jamais (*Applaudissements enthousiastes*). Depuis, nous voyons qu'à chaque vote dans le Parlement français le groupe Jaurésiste se divise en deux ou trois tronçons : cela ne se voit en Allemagne que chez le plus méprisé des partis capitalistes, les nationaux-libéraux; et aujourd'hui, une fraction du parti prolétarien en France donne le même spectacle. L'effet est naturellement de compromettre, de démoraliser le parti.

Jadis, Victor Hugo a pu appeler la bourgeoisie française « la lumière du monde ». Voilà la mission que les socialistes français devraient assumer aussi pour le socialisme international.

Malheureusement, la démocratie socialiste offre un spectacle qui est tout le contraire d'un modèle.

Nous devons tout faire pour veiller à mettre un terme à ce spectacle, dont nous sommes responsables devant le monde entier, pour qu'enfin le socialisme français prenne la place qui lui revient d'après ses forces intellectuelles et matérielles.

Votez donc pour la résolution de Dresde ! Je ne crains pas les conséquences. Au contraire, le prolétariat français ne serait pas ce qu'il est selon ma ferme conviction, s'il n'avait pas égard à l'avertissement de ce Congrès. Adoptez autant que possible avec unanimité la résolution de Dresde. (*Tempête d'applaudissements, qui reprend continuellement, même après que Bebel est depuis longtemps retourné à sa place. Des acclamations innombrables interrompent le bruit des bravos. Un grand nombre de délégués se sont levés et agitent leurs mouchoirs*).

---

<sup>i</sup> Cette résolution condamnait le ministérialisme : la participation de socialistes à un gouvernement bourgeois. Elle indiquait cependant qu'une telle participation pouvait être envisagée dans des circonstances exceptionnelles comme un expédient transitoire. Mais même dans ce cas, « un socialiste doit quitter le ministère lorsque le parti organisé reconnaît que ce dernier donne des preuves évidentes de partialité dans la lutte entre le Capital et le Travail ».